Séance publique du 9 juillet 2007

Délibération n° 2007-4308

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Mise à jour des tableaux du régime indemnitaire à la suite du reclassement de la catégorie C et de certains grades de la catégorie B**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des ressources humaines

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le régime indemnitaire de grade des agents communautaires a été fixé par délibération n° 2004-1661 du 26 janvier 2004, modifiée par les délibérations n° 2004-1914 du 10 mai 2004, n° 2005-2449 du 17 janvier 2005 et n° 2006-3846 du 12 décembre 2006.

Plusieurs décrets publiés en novembre et décembre 2006 ont modifié la carrière d'un certain nombre d'agents de la fonction publique territoriale.

La création des nouveaux cadres d'emplois de la catégorie C ainsi que la modification de certaines échelles indiciaires ont un impact sur le régime indemnitaire.

Il en est ainsi :

- dans la filière administrative :

Les rédacteurs et les assistants de conservation du patrimoine bénéficiaient de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) jusqu'au 7^e échelon et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) à partir du 8^e échelon.

A compter du 1^{er} novembre 2006, le 6^e échelon de ces deux grades se voit doté de l'indice brut 382 ; or, l'IAT ne peut être attribuée au-delà de l'indice brut 380. En conséquence, il convient de remplacer le versement de l'IAT par celui de l'IFTS (cf. annexes 1 et 2).

Les adjoints administratifs de 2^e classe dont les missions ont été identifiées comme étant celles correspondant au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, bénéficieront, lors de leur accès à ce grade, du régime indemnitaire correspondant.

Les autres adjoints administratifs de 2^e classe conserveront, lors de leur avancement de grade, leur régime indemnitaire ;

- dans la filière technique :

La suppression du grade d'agent de maîtrise qualifié et le reclassement des agents dans le grade d'agent de maîtrise principal se traduit par l'attribution à ces derniers du régime indemnitaire de grade existant pour le grade d'agent de maîtrise principal (cf. annexe 3).

L'intégration des agents du cadre d'emplois des agents des services techniques, des agents de salubrité et des agents techniques dans le cadre d'emplois des adjoints techniques nécessite un ajustement. En effet, les grades du cadre d'emplois des agents techniques avaient un régime indemnitaire de grade plus élevé que ceux du cadre d'emplois des agents des services techniques et des agents de salubrité, pour tenir compte de leur qualification professionnelle exigée dès le recrutement par voie de concours.

Il est proposé que le régime indemnitaire des grades du cadre d'emplois des adjoints techniques soit fixé par référence aux anciens grades relevant du cadre d'emplois des agents de salubrité (cf. annexe 4).

Toutefois, les agents recrutés sur un poste demandant une qualification professionnelle (exécution de travaux ouvriers, conduite de véhicules), verraient leurs fonctions valorisées par l'attribution du régime indemnitaire initialement fixé pour les anciens grades du cadre d'emplois des agents techniques (cf. annexe 4).

Il conviendrait donc de modifier, en conséquence, les tableaux figurant en annexe des délibérations susvisées ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Accorde

a) - aux rédacteurs et assistants de conservation du patrimoine à partir du 6° échelon, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) en lieu et place de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), à compter du 1er novembre 2006,

b) - aux agents du cadre d'emplois de la filière technique et de la filière administrative relevant de la catégorie C, le régime indemnitaire tel qu'il est indiqué dans les tableaux joints en annexe, à compter du 1er janvier 2007.

2° - **La dépense** en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal et au budget restaurant de la Communauté urbaine - comptes 641 180 et 641 310, au budget assainissement - compte 641 300 et au budget eau - compte 641 110.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,